

Résumé **3**

1 Première partie : les activités de janvier à décembre 2006 **11**

1.1	Cofinancement, accompagnement et animation de processus d'études et d'évaluations	11
1.2	Valorisation des résultats et des méthodologies d'études	16
1.3	Avancement des orientations stratégiques 2006 / 2010	22
1.4	Conclusions	243

2 Deuxième partie : le fonctionnement et l'organisation du F3E **27**

2.1	Les membres	27
2.2	Les instances	29
2.3	Le cofinancement d'études en 2006	29
2.4	Le Secrétariat Technique	32

Troisième partie : quelques perspectives d'évolution **33**

3.1.	Programmes de travail 2007 et 2008	33
3.2.	Quelques éléments de perspective	34

Annexes

Annexe 1	Liste des membres au 30/04/2007
Annexe 2	Utilisation du F3E par ses membres depuis 2003
Annexe 3	Récapitulatif des réunions du Conseil d'Administration
Annexe 4	Récapitulatif des réunions du Comité d'Examen
Annexe 5	Etudes cofinancées de janvier à décembre 2006
Annexe 6	Liste des dossiers cofinancés

Résumé

1. Les activités de janvier à décembre 2006

Durant cette période le F3E a :

- ⇒ instruit et soutenu les études demandées par ses membres :
 - 21 études ont été initiées sur la période avec l'appui du F3E, suite à l'examen de 28 dossiers de demande d'accompagnement et de cofinancement d'études par le Conseil d'Administration.
 - 18 études font l'objet d'un cofinancement du F3E et 3 autres études sont accompagnées par le F3E sans cofinancement de sa part.
 - Elles se répartissent en 2 études préalables, 15 évaluations externes (dont 3 non cofinancées par le F3E et dont 1 présentée initialement en auto-évaluation accompagnée), 2 appuis post évaluations, 1 étude d'effets et impact, 1 étude transversale (capitalisation collective).
 - Les 7 dossiers non soutenus concernent 5 études préalables proposées par 3 membres (refus du CA), 1 auto-évaluation accompagnée (refus du CA), 1 évaluation externe (demande finalement retirée par l'ONG membre suite à un 1^{er} appel d'offre infructueux).
 - Le 1^{er} appel à projet d'études préalables a donné lieu à la présentation de 7 notes d'intentions par 5 membres différents.
 - Les 21 études accompagnées, dont la capitalisation collective concernant 3 membres, ont été demandées par 20 membres différents (dont 5 acteurs de coopération décentralisée) et portent sur des thèmes variés : électrification rurale, efficacité énergétique, développement agricole et rural, mutuelles de santé, formation professionnelle, renforcement institutionnel, développement local, coopération décentralisée, commerce équitable, appui aux médias, éducation et citoyenneté, éducation au développement, renforcement des sociétés civiles du sud et de l'est.
 - Elles concernent principalement la zone de solidarité prioritaire et couvrent cinq zones géographiques (Afrique de l'Ouest, Europe centrale, Moyen Orient, Asie, Amérique Latine).
- ⇒ suivi les études soutenues au cours des périodes précédentes.
 - 13 rapports d'études ont été examinés et validés.
 - 14 restitutions de rapports provisoires ont eu lieu.
 - 3 restitutions élargies de rapports finaux ont été organisées.
- ⇒ animé et géré les processus d'évaluation de programmes de la « Nouvelle Contractualisation » avec le MAE :
 - L'évaluation de la seconde Convention Programme Inter Aide s'est achevée début 2006.
 - Le F3E a été associé au comité de pilotage de l'évaluation de la seconde Convention Programme du CIDR qui s'est déroulée dans le courant de l'année 2006.
 - L'évaluation du Programme Inter Associatif (PIA) mis en œuvre à Cuba est en cours de démarrage.
- ⇒ développé des activités de capitalisation et de valorisation des études qu'il a soutenues :

- L'étude de capitalisation « De l'éthique à la pratique : définir une stratégie de promotion de filière agro-alimentaire et artisanale d'exportation vers le Nord » achevée en 2005 a donné lieu à l'édition et la diffusion en 2006 d'un guide de capitalisation.
 - Une nouvelle capitalisation définie en décembre 2005 a fait l'objet d'une démarche initiée fin 2006 en partenariat avec Cités Unies France autour du thème : « *comment des dispositifs institutionnels de coopération décentralisée, dans leur diversité, peuvent-ils organiser des circuits de décision et des circuits financiers favorisant un renforcement de la maîtrise d'ouvrage des collectivités locales du sud ?* ». Les résultats sont attendus pour fin 2007.
 - La capitalisation collective des Programmes Concertés Pluri-Acteurs PCPA a été initiée au 2^{ème} semestre 2006 et devrait s'achever en juillet 2007. Elle est menée sous le pilotage d'un comité paritaire associant 3 ONG membres chefs de file de PCPA (Solidarité Laïque, CFSI, CCFD), la MAAIONG, Coordination SUD, le F3E pour le secrétariat et avec une animation par le président du Comité d'Examen du F3E.
- ⇒ animé et géré le processus d'évaluation de l'action des ONG et Collectivités Locales françaises et de leur place dans la politique française de coopération avec le Sénégal :
- L'étude, dont le rapport final a été validé en janvier 2006, a fait l'objet de restitutions à Paris puis à Saint-Louis du Sénégal. Les Actes sont en cours d'édition en vue de leur mise en ligne sur le site web du F3E.
- ⇒ développé et mis en place des activités d'accompagnement et de service :
- Formations. Au total, que ce soit au niveau national ou dans certaines régions, 15 sessions de formations ont été organisées, représentant 30 jours de formations et 220 participants (contre 247 en 2005, 190 en 2004, 125 en 2003, 45 en 2002).
- Au niveau national un programme cohérent de 7 modules organisés autour de 4 thèmes complémentaires (la gestion d'un projet de développement ; l'évaluation externe et ex post d'un projet de développement ; le renforcement des capacités d'un partenaire ; la capitalisation d'expériences, en partenariat avec le Groupe Initiatives) a été conçu et mis en place (7 sessions organisées sur 14 jours). Ce programme a bénéficié à 111 participants issus de 48 structures différentes dont 22 organisations membres du F3E et 26 non membres.
- En région, 2 sessions d'une journée chacune ont été organisées, en partenariat avec 1 réseau régional : CERAPCOOP (région Auvergne). Ces sessions ont totalisé 24 participants. Elles concernaient 2 modules complémentaires : la planification d'un projet de solidarité internationale ; le suivi et l'évaluation d'un projet de solidarité internationale.
- Le programme de formation en accompagnement à la mise en œuvre du dossier multi-pays de l'Union Nationale des Maisons Familiales Rurales d'Education et d'Orientation (UNMFREO) s'est poursuivi, avec une session de formation regroupant 20 participants.
- Un programme de formation commun à plusieurs membres du F3E ayant exprimé des besoins internes importants en lien avec leurs modalités d'intervention (CCFD, Partage, Inter Aide / réseau Pratiques, Secours Catholique) a porté sur 2 modules complémentaires autour du thème du Partenariat : Introduction au diagnostic organisationnel avec un partenaire ; Suivre et évaluer un processus de renforcement des capacités avec un partenaire. Les 2 sessions ont bénéficié à 17 participants.
- Appui à l'élaboration de termes de référence. 3 experts extérieurs ont été mobilisés et mis à disposition de 3 membres différents pour les aider à finaliser les termes de référence de leurs études.

- Sélection d'experts. Le fichier d'experts est accessible aux membres sur le site Web du F3E. Des appels à manifestation d'intérêt y sont également diffusés. Le vivier d'experts est régulièrement alimenté de nouveaux contacts.
- Communication. Le site Web s'est enrichi de 25 nouveaux documents : 1 rapport d'étude préalable, 16 rapports d'évaluations, 3 rapports d'évaluations des outils de la « Nouvelle Contractualisation » MAE – OSI, 1 rapport d'étude transversale, 1 rapport de capitalisation-valorisation, 1 document d'accompagnement de formations, 2 comptes-rendus de séminaires autour de la qualité des pratiques. Au 31 décembre 2006, le nombre de documents en ligne est de 119.

Par rapport à 2005, ce sont toujours les guides méthodologiques qui sont les plus consultés, suivis par les documents d'accompagnement des formations.

De nouveaux outils de communication ont été élaborés dont certains sont en cours de finalisation, de manière à intégrer les nouvelles orientations stratégiques 2006-2010 décidées en décembre 2005 et pour présenter les nouveaux outils et services du F3E : plaquette de présentation générale, dossier détaillant sous forme de fiches les « outils et procédures », site web rénové. Dans ce cadre, l'Info Note a été provisoirement suspendue pour reformatage et articulation avec le site web.

⇒ organisé des journées d'échanges et de restitutions autour de résultats d'études :

- Restitutions en France puis au Sénégal de l'évaluation des actions de coopération non gouvernementale française au Sénégal et de leur place dans la coopération bilatérale. Chaque restitution à Paris et Saint-Louis ont rassemblé environ 80 personnes issues des différentes parties prenantes tant du côté des pouvoirs publics que des acteurs de la société civile de chaque pays.
- Restitution élargie de la capitalisation-valorisation « De l'éthique à la pratique : définir une stratégie de promotion de filière agroalimentaire et artisanale d'exportation vers le Nord ». Cet atelier, organisé par le F3E le 9 janvier 2006, a réuni 34 personnes au total, dont 16 issues d'OSI membres du F3E et 9 issues de non-membres, 1 personne du MAE, 2 personnes issues d'entreprise, 3 représentants du F3E ainsi que les 3 experts ayant réalisé cette étude.
- Restitution de l'évaluation de l'Agence des Micro-Projets, de la Guilde Européenne du Raid. Ce temps d'échange, qui s'est tenu le 21 mars 2006, a réuni au total 57 personnes : 3 agents du Ministère des Affaires Etrangères, 3 représentants de Conseils Régionaux, 2 représentants de Conseils Généraux, 2 portes-paroles de réseaux régionaux d'appui à la coopération, 4 représentants d'entreprises, 3 représentants d'autres dispositifs de financement, 22 représentants de petites et moyennes associations, 4 personnes du F3E, 4 personnes de la Guilde Européenne du Raid.
- Restitution de l'évaluation du Programme d'Appui au Traitement du Cancer, portée par Physicien Médical Sans Frontières et Cancérologues Sans Frontières. Cet atelier, qui s'est tenue le 4 mai 2006, a réuni au total 19 personnes, partenaires techniques et financiers des associations porteuses de l'étude et du F3E. Notons que l'évaluatrice cambodgienne associée à cette étude était présente à cette occasion.
- Restitution de l'évaluation du processus de transfert de compétences et de responsabilités aux acteurs locaux, programme de développement économique et social dans les quartiers pauvres d'Antananarivo, Madagascar. Organisée le 24 Mai 2006, elle a réuni une quinzaine de personnes partenaires du F3E et d'Inter Aide.

⇒ poursuivi et développé des collaborations avec des partenaires divers :

- La Commission Financement et Renforcement Institutionnel (COFRI) de Coordination Sud, en particulier sur le volet renforcement institutionnel des Osi.
 - Coordination Sud et des réseaux régionaux (CERAPCOOP) autour d'activités de formation.
 - Cités Unies France autour d'activités de capitalisation, de valorisation et d'échanges.
 - Les membres du comité de pilotage (Paris) et de suivi (Dakar) pour les restitutions de l'étude ANG-Sénégal : MAE, AFD, Cités Unies France, FORIM, SCAC de Dakar, Congad, etc.
 - Educasol concernant un partenariat relatif à l'évaluation des actions d'EaD-SI (analyse transversale, journée d'échanges, formation, guide méthodologique).
 - Les établissements d'enseignement supérieur pour des interventions sur l'évaluation : DESS Rennes, ENA, Sciences Po Paris, Universités d'Orsay et Paris X, IRIS.
 - La Région Bretagne pour l'organisation d'un atelier sur l'évaluation dans le cadre de Journées d'Eté consacrée à la thématique de l'Eau.
- ⇒ Initié la mise en œuvre d'orientations stratégiques à moyen terme pour le F3E (2006 / 2010) et de diversification des outils et services proposés à ses membres :
- Un exercice de planification stratégique 2006-2010 a été initié par le Conseil d'Administration suite à l'Assemblée Générale 2004. Il a abouti à la validation en AG extraordinaire du 08 Décembre 2005 des résultats suivants : la définition d'éléments pour une programmation stratégique à moyen terme, la diversification des outils et des services proposés par le F3E, la modification de certaines modalités organisationnelles et la réactualisation des Statuts et du Règlement Intérieur.
 - Un nouvel ensemble d'outils de cofinancement ainsi que des modalités d'accès renouvelées sont mises en œuvre depuis janvier 2006 et font l'objet d'un suivi/évaluation régulier.

2. Aperçu sur les activités de janvier à mai 2007

Durant cette période le F3E a :

- ⇒ instruit et soutenu les études demandées par ses membres :
- 6 études (3 évaluations externes, 2 auto-évaluations accompagnées et 1 appui au dispositif interne de suivi évaluation) ont été acceptées par les 1^{ers} Comité d'Examen et Conseil d'Administration de l'année.
 - 4 notes d'intentions relatives à des études préalables, sur 7 propositions reçues, ont également été retenues par le Conseil d'Administration à l'issue d'un 2^{ème} appel à projet d'études. Les termes de référence complets de ces études pré-sélectionnées seront instruits par le CA de juin 2007.
 - Le Secrétariat a instruit 4 autres demandes, qui seront soumises au Conseil d'Administration de juin 2007.
- ⇒ suivi les études soutenues au cours des périodes précédentes.
- 4 rapports d'études ont été examinés et validés.
 - 5 restitutions de rapports provisoires ont eu lieu, toutes en présence du F3E
- ⇒ développé des activités de capitalisation et de valorisation :
- L'étude de capitalisation « *comment des dispositifs institutionnels de coopération décentralisée, dans leur diversité, peuvent-ils organiser des circuits de décision et des circuits financiers favorisant un renforcement de la maîtrise d'ouvrage des collectivités locales du sud ?* » a été

lancée, à partir de la mise en place d'un comité de pilotage paritaire qui a pu en finaliser les termes de référence. Un appel d'offre a été lancé pour le choix d'une expertise externe et la sélection est prévue fin mai 2007. Le comité de pilotage regroupe Cités Unies France, le MAE (DAECL), l'AFD, l'ARRICOD, un Universitaire, le F3E ; il est présidé par une universitaire suisse spécialiste de l'évaluation des politiques publiques et des collectivités locales.

- La capitalisation transversale des Programmes Concertés Pluri-Acteurs (PCPA) est en voie d'achèvement après un processus d'accompagnement des acteurs dans les pays concernés et l'organisation d'un atelier de capitalisation collective à Paris. Un séminaire de restitution élargie et la finalisation des supports de capitalisation sont prévus pour juillet 2007.
- Une étude de capitalisation des collaborations AFD/ONG est en préparation. Le F3E a été sollicité par l'AFD et Coordination SUD pour l'animation de la démarche et l'organisation de l'interface entre les parties prenantes. L'étude devrait démarrer en juillet 2007.

⇒ développé et mis en place des activités d'accompagnement et de service :

- Formations. Quatre sessions de formations autour de 3 modules différents ont été organisées à l'échelle nationale. Elles ont totalisé 63 participants. En régions, 1 session organisée avec le CERAPCOOP a totalisé 14 participants. 1 session organisée en partenariat avec Educasol sur le thème « renforcer ses compétences méthodologiques en évaluation d'actions d'éducation au développement et à la solidarité internationale (EAD-SI) » était organisée sur 2 jours et a bénéficié à 14 participants.
- Appui à l'élaboration de termes de référence. 1 expert extérieur a été mis à disposition d'un membre pour l'aider à finaliser les termes de référence de son étude.

⇒ organisé des ateliers de restitutions et d'échanges en partenariat avec les membres:

- Restitution en janvier 2007 de l'étude préalable menée par Handicap International sur le thème « Développement, Migration et VIH en Asie du Sud Est ».

⇒ poursuivi et développé des collaborations avec des partenaires divers :

- Cités Unies France et EDUCASOL autour d'activités d'échanges et de formations.
- Coordination Sud, le Groupe Initiatives et un réseau régional (CERAPCOOP) autour d'activités de formation.
- Coordination Sud, Cités Unies France, le MAE et l'AFD pour l'organisation de processus de capitalisations collectives.
- Rédactions d'articles (numéro spécial sur les ONG dans la Revue Techniques Financières et Développement d'Epargne Sans Frontière), dossier sur la Coopération Décentralisée dans la revue Territoires de l'ADELS).

3. Le fonctionnement et l'organisation du F3E

⇒ Le F3E compte 73 membres au 30 avril 2007. Le nombre de membres est en augmentation régulière (+ 6) par rapport à l'année précédente (+8). 10 nouveaux membres sont arrivés (dont 4 acteurs de coopération décentralisée) et 4 anciens sont sortis.

⇒ Il a organisé et animé de janvier à décembre 2006 :

- 5 réunions du Conseil d'Administration avec dossiers (tous les 2 mois).

- 2 réunions du Conseil d'Administration autour de la vie associative et en préparation de l'AG ordinaire.
- 4 réunions du Comité d'Examen.
- le Comité de Pilotage de la capitalisation des PCPA s'est réuni 5 fois.
- le Comité de Pilotage de l'évaluation du Programme ABONG/Coordination SUD s'est réuni 4 fois.
- le Comité de Pilotage de l'évaluation de la seconde Convention Programme MAE / CIDR s'est réuni 2 fois.

⇒ Il a organisé et animé entre janvier et mai 2007 :

- 2 réunions du Conseil d'Administration avec dossiers.
- 1 réunion du Conseil d'Administration pour la préparation de l'AG.
- 2 réunions du Comité d'Examen.
- le Comité de Pilotage de la capitalisation sur le renforcement de la maîtrise d'ouvrage des collectivités locales partenaires du Sud s'est réuni 2 fois.

⇒ Les 17 études soutenues en 2006 (hors capitalisation collective des PCPA) ont bénéficié d'un cofinancement moyen de 20 045 euros, pour un budget moyen de 26 294 euros, soit dans les deux cas des niveaux légèrement supérieurs à l'année précédente.

⇒ L'organisation interne du F3E a connu des évolutions significatives.

L'équipe s'est organisée en 2006 de la façon suivante :

- Le Directeur a en charge les relations institutionnelles, la supervision de l'équipe, les relations avec le CA et le Comité d'Examen, l'animation de l'association, l'ouverture et la promotion du F3E.
- Une chargée d'études et de valorisation a en charge l'instruction et le suivi des demandes de cofinancement des études, évaluations et études transversales présentées par les membres, ainsi que la diffusion d'informations et la capitalisation-valorisation du fonds d'études.
- Un chargé d'études et de formation a en charge l'instruction et le suivi des demandes de cofinancement des études, évaluations et études transversales présentées par les membres, ainsi que la préparation et la mise en œuvre du programme de formation.
- Une chargée d'appui a été recrutée en CDD à temps partiel à partir d'avril 2005 et jusqu'en février 2006 pour renforcer l'équipe face au nombre important de demandes de cofinancement d'études et à la mise en œuvre du processus de programmation stratégique.
- Un poste de chargée de gestion et de communication a été créé en janvier 2006.
- Un poste de chargé d'études et de capitalisation a été créé en septembre 2006.

4. Bilan et perspectives

L'année 2006 est marquée par un rythme très soutenu de mise en œuvre de différents axes d'activités :

- Un nombre important de cofinancements (17 évaluations) équivalent à 2005, un niveau jamais atteint depuis la création du F3E, une tendance qui se poursuit au 1^{er} semestre 2007 (projection de 18 ou 19 cofinancements en 2007).
- Un rythme toujours soutenu de nouvelles adhésions au F3E, y compris d'acteurs de la coopération décentralisée.
- Un développement important des activités de formation autour d'un programme national renforcé et de la poursuite des partenariats régionaux.

- Des travaux réguliers de diffusion, de valorisation (restitutions, échanges) et de capitalisation, du fait d'un nombre croissant d'études et de rapports.
- Les restitutions d'une étude autour de l'action non gouvernementale française et de sa place dans la politique française de coopération avec le Sénégal (validée restituée au 1^{er} semestre 2006), 1^{ère} étude de ce type menée par le F3E.
- Le début de mise en œuvre de la programmation stratégique 2006-2010 du F3E donnant notamment lieu depuis janvier 2006 à une 1^{ère} diversification des outils de cofinancement. Les procédures du F3E ont également évolué de manière significative. Le processus fait l'objet d'un dispositif de Suivi/Evaluation/Capitalisation interne au F3E en cours de formalisation ; il impliquera les membres et experts concernés.

Les perspectives du F3E sont reprises dans le document de « proposition d'une programmation stratégique du F3E à moyen terme (2006 / 2010) » validée en AGE de Décembre 2005. Elles concernent principalement :

- le renforcement du rôle de « tiers exigeant médiateur accompagnateur » et du bénéfice collectif promu par le F3E.
- la promotion de la qualité à partir de l'analyse des pratiques, cœur de métier du F3E.
- une amélioration et une diversification des outils et services du F3E.
- un positionnement redéfini en Europe et dans les pays du Sud et de l'Est.
- des moyens, des procédures et une dimension institutionnelle améliorés.

La mission du F3E a été renouvelée : renforcer les compétences de ses membres en matière de solidarité internationale en leur proposant des outils et services favorisant la qualité des actions. Trois objectifs spécifiques ont été définis pour y parvenir :

- Renforcer le F3E comme carrefour d'échange et de débat autour de l'évaluation et la 'démarche qualité'
- Affiner et différencier les outils et services du F3E au bénéfice des membres
- Adapter le F3E à l'évolution de sa stratégie

Un certain nombre d'évolutions sont d'ores et déjà en cours de mise en œuvre depuis janvier 2006 et seront poursuivies tout au long de l'année :

- diversification des outils :
 - 4 nouveaux outils ont été définis et mis en œuvre : dispositifs de suivi/évaluation, auto évaluations accompagnées, appui post-évaluation externe, études d'effets et impact,
 - l'outil « études préalables » a également été remis en service en janvier 2006 selon de nouvelles modalités,
 - d'autres outils sont en « rénovation » (étude transversale, capitalisation collective) ou en réflexion (capitalisation individuelle, appui à la programmation participative).
- évolution des procédures :
 - modalités d'instruction (échéances rapprochées, instruction différenciée selon les outils),
 - modalités de cofinancement (fourchette et dégressivité des % selon la fréquence d'utilisation des outils),
 - modalités de contractualisation (convention tripartite Membre / F3E / Experts),
 - critères d'adhésion affinés.
- renforcement et organisation du secrétariat technique :

- création en janvier 2006 d'un poste de chargée de gestion et administration,
- ouverture en septembre 2006 d'un poste de chargé d'études et de capitalisation.

Les principales perspectives pour 2007 et 2008 concernent :

- le suivi-évaluation et la capitalisation méthodologique des nouveaux outils lancés en janvier 2006, ainsi que la mise en place d'un dispositif de suivi de l'impact des outils et services du F3E sur ses membres,
- l'aboutissement de la réflexion autour des outils en suspens : études transversales et capitalisations collectives, capitalisation individuelle, appui à la programmation participative,
- le renforcement de la capitalisation collective (approche thématique, sectorielle, méthodologique) en partenariats avec d'autres collectifs (Coordination Sud, Cités Unies France, Educasol, Cerise, PsEau, Groupe Initiative ...),
- la définition et programmation des stratégies du F3E au sud et en Europe,
- la diversification des financements (AFD, UE, OIF, Régions, Fondations).

1 Première partie : les activités de janvier à décembre 2006

1.1 Cofinancement, accompagnement et animation de processus d'études et d'évaluations

1.1.1 Les études soutenues par le F3E dans le cadre d'un cofinancement

Le nombre d'études instruites et acceptées en 2006, soit 18 études cofinancées, est plus important et plus diversifié qu'en 2005 (17 évaluations) et très supérieur aux années précédentes (en moyenne 10 sur la période 2001-2004), tendance qui se confirme par le nombre d'études en instruction au 1^{er} semestre 2007 (projection annuelle de 18 ou 19 cofinancements). En parallèle, le F3E est toujours régulièrement sollicité par ses membres pour des demandes d'accompagnement (formation, appui méthodologique) et d'animation de processus d'évaluations en dehors d'un cofinancement.

1.1.1.1 L'instruction des dossiers d'études

Sur l'ensemble de l'année 2006, le Conseil d'Administration du F3E a étudié 25 demandes de cofinancement d'études. Il a validé 18 d'entre elles pour présentation au Comité d'Examen. Celui-ci a approuvé le cofinancement des 18 demandes. Ces données illustrent le travail réalisé en amont par le Secrétariat Technique et le Conseil d'Administration, comme leur niveau d'exigence en terme de cohérence avec les critères définis et de qualité des études soutenues.

• Par le Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration a examiné 25 dossiers de demande de cofinancement présentés par les membres. Le montage de ces dossiers avait été au préalable vérifié et/ou appuyé par le Secrétariat Technique.

Parmi eux, le Conseil d'Administration a validé 19 dossiers pour présentation en Comité d'Examen :

- 18 dossiers, soumis par Syfia International, Max Havelaar France, IRCOD, Ville de Rennes, Ville de Chambéry, GERES, CIDR, GRET, CDANE, Frères des Hommes, Internews Europe, CCFD, Solidarité Laïque, Comité des Jumelages d'Angoulême, EDUCASOL, GREF, Electriciens Sans Frontières, Coordination SUD.
- 1 dossier de capitalisation transversale des PCPA, présenté collectivement par le CCFD, le CFSI et Solidarité Laïque, a été examiné par le Conseil d'Administration avant d'être présenté au Comité d'Examen puis piloté par un comité paritaire ad hoc.

6 dossiers n'ont pas abouti :

- Une auto-évaluation accompagnée portée par le GRET dont les termes de référence ont été rejetés par le Conseil d'Administration, au regard du souhait du GRET de recourir à une expertise interne au GRET et non externe pour l'accompagnement de la démarche.
- Cinq études préalables portées par le CIDR (3), VSF-CICDA (1) et l'OICD (1) n'ont pas été retenues, parmi les 7 réponses adressées au Conseil d'Administration suite au 1^{er} appel à projets d'études lancé début 2006.

Pour les évaluations, les principales remarques du Conseil d'Administration portaient sur :

- les aspects à étudier dans le cadre de l'étude : adapter leur formulation et leur hiérarchisation pour mieux atteindre les objectifs fixés, renforcer certaines questions (questionnement des dispositifs de

coopération, pour les évaluations de coopération décentralisée surtout) et en délaissant d'autres que l'étude ne pourra traiter (notamment l'impact vs effets et résultats).

- la présentation du projet à évaluer, en particulier le montage institutionnel et le dispositif de coopération (pour les évaluations de coopération décentralisée surtout).
- les enjeux et les attentes de l'évaluation, en particulier les objectifs de l'évaluation pour les différents partenaires concernés.
- la méthodologie de l'étude, en particulier la question des restitutions.
- l'équipe d'expertise (précision des compétences recherchées, complémentarité).
- les moyens financier et humains de l'étude (augmentation du nombre de jours d'expertise nécessaires et montant des honoraires des experts Sud en particulier).

- Par le Comité d'Examen

Parmi les 19 dossiers d'études présentés par le Conseil d'Administration au Comité d'Examen :

- 17 dossiers ont été acceptés en première lecture.
- Dans 2 cas, les trop faibles qualité et nombres d'offres reçues lors du 1^{er} appel d'offres a obligé à relancer l'appel d'offres une 2nde fois, avant nouvelle présentation au Comité d'Examen. Dans un des 2 cas, le membre concerné a souhaité retirer sa demande pour des raisons d'échéance et a finalement réalisé l'évaluation avec un expert de son choix. Dans l'autre cas, le 2^{ème} appel d'offre s'est révélé fructueux.

La préparation réalisée en amont par le Secrétariat Technique puis le Conseil d'Administration a donc permis de garantir une bonne qualité des termes de référence et d'obtenir ainsi leur cofinancement en Comité d'Examen.

Les remarques du Comité d'Examen à prendre en compte par les membres pour la réalisation de leurs études ont essentiellement porté sur :

- certains aspects de l'étude (questionnement, acteurs, méthodologie...).
- dans tous les cas, le Comité d'Examen a commenté les offres reçues des experts sur différents aspects (profil, indépendance, compréhension des Termes de Référence, démarche proposée, budget, articulation de la contribution des experts proposés...).
- le contexte (prise en compte d'enjeux ou d'acteurs pouvant influencer le projet).
- les objectifs de l'étude à préciser et hiérarchiser (attentes des différents partenaires par rapport à l'étude en particulier).

- Difficultés rencontrées

La subvention MAE de 2006 a été perçue en septembre 2006, date à laquelle les conventions de cofinancement ont été mises en place. Les membres dont les évaluations avaient été acceptées par le Comité d'Examen d'avril et juin 2006 et qui avaient la possibilité de le faire ont engagé ces évaluations sur leurs fonds propres. Dans certains cas, minoritaires, le retard dans la perception de la subvention MAE 2006 a entraîné un certain retard dans la mise en œuvre de l'évaluation.

- Evolutions des modalités de présentation des dossiers d'études

Notes d'intention

En 2005, sur certaines évaluation dont les objectifs et les objets pouvaient faire l'objet de discussion par rapport au type d'évaluation soutenu par le F3E, il a été proposé aux membres de présenter dans un 1^{er} temps une note d'intention succincte au Conseil d'Administration avant de s'engager dans la rédaction de termes de référence complets.

Sélection des experts mobilisés sur les évaluations

Depuis plusieurs années, des efforts sont faits pour garantir les conditions de sélection des experts mobilisés, le respect de la mise en concurrence, l'indépendance, la diversification et la qualité des offres retenues. Pour toute demande de cofinancement d'évaluation, le membre demandeur doit consulter plusieurs bureaux d'études ou experts indépendants. Le F3E lui apporte un appui en diffusant à cet effet des appels à manifestation d'intérêt sur son site et par mailing vers la base de donnée des experts qu'il a référencés. La liste des experts à consulter par appel d'offres restreint est ensuite constituée en concertation entre l'ANG membre demandeur du cofinancement et le Secrétariat Technique du F3E (la liste est également validée par le Conseil d'Administration avant lancement de l'appel d'offres restreint). Puis le Comité d'Examen étudie les offres (cv + note méthodologique) et confronte son avis à celui de l'ANG concerné.

Sur l'ensemble des dossiers d'évaluation étudiés par le Comité d'Examen en 2006, 4 offres d'expertise lui ont été soumises en moyenne par dossier. Dans la plupart des cas, le Comité d'Examen a approuvé le choix fait par le membre, en faisant un commentaire argumenté sur l'ensemble des offres reçues. Dans 4 cas, il a été demandé au membre concerné de revoir son choix, jugeant une autre offre de qualité supérieure avec des experts plus compétents. L'avis du Comité d'Examen a été pris en compte par l'ANG finalement dans ces 4 cas.

- Tarif d'expertises

Afin de favoriser la qualité des offres reçues, le plafond des honoraires journaliers des experts a été fixé à 510 Euros par jour au 1^{er} janvier 2004. Ce tarif a été maintenu en 2005. Il pourrait être réactualisé en janvier 2008.

1.1.1.2 Caractéristiques des études soutenues

- Types d'études

La majorité des 21 études accompagnées en 2006 sont des évaluations (15). Les autres concernent 2 appui post évaluation, 1 étude d'impact, 2 études préalables, 1 capitalisation collective.

- Les membres demandeurs

Chacune des études soutenues a été présentée par un membre différent (17 Osi, 5 acteurs de coopération décentralisée).

- Thèmes et zones géographiques

Les études soutenues couvrent les thèmes suivants :

Evaluations et appui post évaluation (17) :

- Appui aux médias (2)
- Electrification rurale (1)
- Formation professionnelle (1)
- Education, Citoyenneté (2)
- Santé (1)
- Développement agricole et rural (1)
- Structuration de la société civile (2)
- Coopération décentralisée, décentralisation, développement local (6)

- Education au développement (1)

Etudes préalables (2) :

- Mutuelles de Santé (1)
- Efficacité énergétique (1)

Etude d'impact (1) :

- Commerce Equitable (1)

Capitalisation collective (1) :

- Capitalisation transversale des PCPA (1)

Au niveau des évaluations, la problématique de la coopération décentralisée et de l'appui à des collectivités territoriales sont toujours en progression par rapport aux années précédentes.

Les études accompagnées portent sur 5 zones géographiques : Afrique, Asie, Europe centrale, Moyen Orient, Amérique Latine et en particulier les pays de la Zone de Solidarité Prioritaire (certaines études concernent plusieurs pays) :

« Zone de Solidarité Prioritaire » (ZSP)		Hors ZSP
- Mali (3)	- Palestine (1)	- Roumanie (1)
- Cameroun (3)	- Liban (1)	- Afghanistan (1)
- Burkina Faso (2)	- Cuba (1)	- Pérou (1)
- Maroc (2)	- République Dominicaine (1)	- Brésil (1)
- Algérie (1)	- Autres Multi Pays (4)	
- Rwanda (1)		
- Guinée Conakry (1)		
- Madagascar (1)		

1.1.1.3 L'accompagnement

- L'appui à l'élaboration de termes de référence par des experts extérieurs

En complément de l'appui technique apporté par le secrétariat technique et de l'instruction du Conseil d'Administration, le F3E a mis à la disposition de 3 de ses membres, une expertise externe durant 2 jours, pour les aider à finaliser les termes de référence de leur évaluation :

- GREF : Evaluation des activités du GREF dans un contexte d'évolution institutionnelle
- Comité des Jumelages d'Angoulême : Evaluation du 6^{ème} contrat de jumelage coopération Angoulême Ségou
- IRCOD Alsace : Evaluation de la coopération décentralisée de l'IRCOD Alsace au Cameroun et à Madagascar

- Le fichier d'experts

Le fichier d'experts est accessible aux membres sur le site web du F3E depuis 2003. Il constitue une aide à l'identification de consultants pour le lancement d'appels d'offre et la réalisation d'études. Les membres du F3E peuvent faire des recherches multi-critères et obtenir ensuite les cv complets auprès du Secrétariat Technique. D'autres CV, en attente d'intégration dans la base de donnée des experts sur le site web, sont disponibles auprès du Secrétariat Technique.

1.1.1.4 Le suivi des études engagées

- Les restitutions d'études

Les réunions de restitutions de rapports d'évaluations sont un temps fort du processus. Elles permettent d'échanger avec les experts sur le contenu du rapport et de débattre en interne, ainsi qu'avec d'autres acteurs dans le cas des restitutions élargies, autour des appréciations et des évolutions à envisager.

Suite au rapport de capitalisation « Améliorer l'efficacité des évaluations », qui soulignait que les différentes conclusions d'une évaluation concernent des publics différents et nécessitent des débats spécifiques, depuis fin 2004 le F3E incite ses membres à prévoir plus systématiquement davantage de temps de restitutions (à chaud, rapport provisoire, rapport final) et d'échanges tant au Nord qu'au Sud.

En 2006, le F3E a participé à chacune des 14 restitutions de rapports provisoires qui se sont tenues. Par ailleurs 4 restitutions élargies ont été organisées.

- Le suivi des études achevées

Le Conseil d'Administration a examiné et validé 13 rapports d'études.

- Les questionnaires « un an après »

Les questionnaires « un an après » devaient permettre aux membres de faire le bilan des études qu'ils ont réalisées avec le soutien du F3E et de mettre en évidence les résultats et changements induits. Faute de disponibilité du Secrétariat Technique et d'exploitation des résultats, l'envoi des questionnaires a été interrompu depuis plus de trois ans. Le dispositif sera revu en 2007 dans le cadre du dispositif de suivi/évaluation des effets des outils et services du F3E sur ses membres.

1.1.2 Les études soutenues et animées par le F3E en dehors d'un cofinancement

1.1.2.1 Les évaluations des programmes de la nouvelle contractualisation : état d'avancement

Les évaluations de certains outils de la nouvelle contractualisation sont animées par le F3E. Chacune est suivie par un Comité de pilotage qui rassemble les principaux acteurs côté français (Osi, Mae) ainsi que des personnes ressources externes. Un membre du C.A. du F3E y participe. Le suivi par des Comités de pilotage permet de garantir la qualité de l'étude grâce au travail réalisé sur les termes de référence (dont la première version est proposée par l'Osi), la sélection et le suivi des experts, mais aussi grâce aux échanges et à la confrontation des points de vue.

- L'évaluation de la Convention-Programme Inter Aide / MAE

Le rapport a été restitué et finalisé en 2006.

- L'évaluation de la Convention-Programme CIDR / MAE

Le F3E a été associé au comité de pilotage de cette évaluation qui s'est déroulée en 2006. Elle a également donné lieu à une restitution élargie organisée en partenariat avec Coordination SUD.

- CCFD : évaluation du Programme Inter Associatif (PIA) Cuba, volet rural, coordonné par le CCFD, 2002-2006.

Pour cette évaluation, il n'y a pas de comité de pilotage ad hoc. L'accompagnement se fait donc via un binôme Secrétariat Technique / CA et si nécessaire par le Comité d'Examen du F3E. L'évaluation a donné lieu à un cadrage avec l'évaluation principal en mai 2007.

1.1.2.2 L'évaluation de projets et programmes classiques

- Coordination SUD : évaluation du partenariat avec l'ABONG, plate-forme nationale des ONG brésiliennes.

Un comité de pilotage paritaire présidé par une personnalité indépendante a assuré la supervision de l'évaluation. Celle-ci é été finalisée au 2^{ème} semestre 2006.

- Internews Europe : évaluation du projet « soutien et mise en réseau des radios locales en Palestine (Radio Networking for Democracy in Palestine).

Pour cette évaluation, il n'y a pas de comité de pilotage ad hoc. L'accompagnement se fait donc via un binôme Secrétariat Technique / CA et si nécessaire par le Comité d'Examen du F3E. L'évaluation doit donner lieu à un rapport final en juin 2007.

1.2 Valorisation des résultats et des méthodologies d'études

1.2.1 Information et promotion

1.2.1.1 Information

- Outils de communication

Un travail d'élaboration d'outils complémentaires (plaquette générale, pochette présentant les différents outils et les modalités pour y accéder, site internet, info note ...) a été engagé en 2006 et sera finalisé au 1^{er} semestre 2007 pour intégrer les nouvelles orientations définies en décembre 2005.

- Info Note

Support d'information trimestrielle sur l'actualité du F3E, l'Info Note est actuellement suspendue et sera relancée selon un format actualisé, en lien avec le nouveau site web.

- Site Web

Mis en ligne en juillet 2001, le site internet permet de diffuser largement l'actualité de l'association, le contenu des études soutenues par le F3E, ainsi que les différents documents méthodologiques et de capitalisation produits. Il permet également de diffuser des appels à manifestation d'intérêt qui visent à identifier des évaluateurs dans le cadre d'appels d'offres lancés par le F3E ou par ses membres.

Le site internet est actuellement en cours de réorganisation et de développement, de sorte à prendre en compte les orientations stratégiques et à renforcer la lisibilité des activités du F3E. Une fonction « ressources en ligne » y sera particulièrement développée.

Ressources en ligne au 31.12.06

Types de document	En ligne au 31.12.06	Mis en ligne en 2006
Rapports d'études	100	22
Etudes préalables	13	1
Evaluations	78	19
<i>Evaluations outils de la « nouvelle contractualisation »</i>	18	3
<i>Evaluations de projets/programmes</i>	60	16
Etudes transversales	3	1
Capitalisations-valorisations	6	1
Base d'experts		
Autres ressources		
Ressources transversales	19	3
Guides méthodologiques	3	0
Documents d'accompagnement des formations	5	1
Compte-rendus de journées de restitutions et d'échanges	4	0
Compte-rendus de séminaires autour de l'évaluation et de la qualité de l'action des OSI	6	2
Analyses transversales des études F3E	1	0
Total	119	25

100 rapports d'études étaient en ligne au 31.12.2006, dont 22 mis en ligne depuis le 1^{er} janvier 2006.

Fréquentation du site web :

Les pages les plus visitées sont celles qui permettent de télécharger des documents. Ceci confirme que le site web est un site de contenu, sur lequel les internautes, lors de la plupart de leurs visites, téléchargent des fichiers. Ce sont, par ordre décroissant :

- les guides méthodologiques sur l'évaluation, l'impact et sur le suivi
- le document d'accompagnement de la formation « La construction du cadre logique en vue d'une demande de co-financement à la Commission Européenne (ligne budgétaire B7-6000)
- la présentation du F3E
- la liste des évaluations soutenues par le F3E
- les capitalisations sur le crédit et sur l'autonomisation de projets
- le programme des formations

Comme pour les années précédentes, cette répartition confirme l'intérêt des internautes pour les guides méthodologiques et en particulier pour celui sur le suivi.

Les pages formations sont aussi plus fréquentées, en cohérence avec le développement du volet formations du F3E.

1.2.1.2 Promotion du F3E

- Participation et interventions lors de la rencontre internationale organisée par l'Association Africaine de l'Evaluation (AFREA)
- Adhésion à la Société Française de l'Evaluation (SFE)
- Rédactions d'articles :
 - numéro spécial sur les ONG dans la Revue Techniques Financières et Développement d'Epargne Sans Frontière
 - dossier sur la Coopération Décentralisée dans la revue Territoires de l'ADELS.
- Interventions dans l'enseignement supérieur : DESS Rennes, ENA, Sciences Po Paris, Universités d'Orsay et Paris X, IRIS.
- Organisation d'un atelier sur l'évaluation lors de l'Université d'Eté de la Région Bretagne organisée sur la thématique de l'Eau.
- Partenariat avec EDUCASOL autour des pratiques d'évaluation des actions d'Education au Développement et de Solidarité internationale.
- Les Régions et les Réseaux

Les actions de formation en région ont été organisées en 2006 avec un acteur régional (Cerapcoop). Elles ont permis de promouvoir l'évaluation et les méthodes de gestion de projets de solidarité internationale auprès d'acteurs non gouvernementaux présents dans la région, en particulier les « très petites » OSI.

1.2.2 Valorisation et capitalisation des études

1.2.2.1 Les études de capitalisation

- La capitalisation « De l'éthique à la pratique : définir une stratégie d'appui aux filières agroalimentaires et/ou artisanales d'exportation vers le Nord ».

Elle s'est achevée par une restitution élargie en janvier 2006 et la publication d'un rapport dans la collection « Capitalisation » du F3E.

- Capitalisation sur les dispositifs de coopération décentralisée

Une nouvelle capitalisation définie en décembre 2005 a fait l'objet d'une démarche initiée fin 2006 en partenariat avec Cités Unies France autour du thème : « *comment des dispositifs institutionnels de coopération décentralisée, dans leur diversité, peuvent-ils organiser des circuits de décision et des circuits financiers favorisant un renforcement de la maîtrise d'ouvrage des collectivités locales du sud ?* ». Les résultats sont attendus pour fin 2007.

- Capitalisation transversale des PCPA

La capitalisation collective des Programmes Concertés Pluri-Acteurs PCPA a été initiée au 2^{ème} semestre 2006 et devrait s'achever en juillet 2007. Elle est menée sous le pilotage d'un comité paritaire associant 3 ONG membres chefs de file de PCPA (Solidarité Laïque, CFSI, CCFD), la MAAIONG, Coordination SUD, avec une animation par le président du Comité d'Examen du F3E.

1.2.2.2 Valorisation – ateliers de restitution et d'échanges

Les ateliers de restitution et d'échanges sont organisés sur la base des études soutenues par le F3E. On peut distinguer les journées d'échanges, pour lesquelles les évaluations constituent l'un des supports d'échanges à côté d'autres contributions spécifiques, et les restitutions élargies d'évaluation, au sein desquelles l'évaluation d'un projet/programme occupe une place centrale.

Journée d'échange

Les journées d'échange sont l'un des moyens pour le F3E de :

- favoriser le dialogue entre les membres, bailleurs et consultants,
- contribuer au renforcement des capacités des membres et partenaires du F3E.

En 2006, le F3E a organisé une journée d'échanges en partenariat avec EDUCASOL sur le thème de l'évaluation des pratiques d'Education au Développement et à la Solidarité Internationale. Cette journée s'appuyait sur l'étude transversale d'un certain nombre de pratiques en la matière.

Restitutions élargies d'évaluations

Les restitutions élargies d'évaluation visent à :

- partager la démarche d'évaluation externe soutenue par le F3E, qui fait de l'évaluation un outil au service des acteurs (présentation des rôles du F3E, de l'ANG et de ses partenaires, ainsi que des objectifs et caractéristiques des processus d'évaluations)
- présenter les conclusions et recommandations de l'évaluation auprès d'un public élargi
- dialoguer sur la base de l'évaluation afin d'enrichir notamment les discussions internes de l'ANG membre porteur de l'évaluation.

En 2006, le F3E a organisé cinq restitutions élargies :

- Restitutions en France puis au Sénégal de l'évaluation des actions de coopération non gouvernementale française au Sénégal et de leur place dans la coopération bilatérale. Chaque restitution à Paris et Saint-Louis ont rassemblé environ 80 personnes issues des différentes parties prenantes tant du côté des pouvoirs publics que des acteurs de la société civile de chaque pays.
- Restitution élargie de la capitalisation-valorisation « De l'éthique à la pratique : définir une stratégie de promotion de filière agroalimentaire et artisanale d'exportation vers le Nord ». Cet atelier, organisé par le F3E le 9 janvier 2006, a réuni 34 personnes au total, dont 16 issues d'OSI membres du F3E et 9 issues de non-membres, 1 personne du MAE, 2 personnes issues d'entreprise, 3 représentants du F3E ainsi que les 3 experts ayant réalisé cette étude.
- Restitution de l'évaluation de l'Agence des Micro-Projets, de la Guilde Européenne du Raid. Ce temps d'échange, qui s'est tenu le 21 mars 2006, a réuni au total 57 personnes : 3 agents du Ministère des Affaires Etrangères, 3 représentants de Conseils Régionaux, 2 représentants de Conseils Généraux, 2 portes-paroles de réseaux régionaux d'appui à la coopération, 4 représentants d'entreprises, 3 représentants d'autres dispositifs de financement, 22 représentants de petites et moyennes associations, 4 personnes du F3E, 4 personnes de la Guilde Européenne du Raid.
- Restitution de l'évaluation du Programme d'Appui au Traitement du Cancer, portée par Physicien Médical Sans Frontières et Cancérologues Sans Frontières. Cet atelier, qui s'est tenue le 4 mai 2006, a réuni au total 19 personnes, partenaires techniques et financiers des associations porteuses de l'étude et du F3E. Notons que l'évaluatrice cambodgienne associée à cette étude était présente à cette occasion.
- Restitution de l'évaluation du processus de transfert de compétences et de responsabilités aux acteurs locaux, programme de développement économique et social dans les quartiers pauvres

d'Antananarivo, Madagascar. Organisée le 24 Mai 2006, elle a réuni une quinzaine de personnes partenaires du F3E et d'Inter Aide.

1.2.3 Formations et outils méthodologiques

1.2.3.1 Les formations

Le développement des formations organisées par le F3E, initié en 2005, s'est poursuivi en 2006 / début 2007.

Au total, l'ensemble des formations organisées par le F3E en 2006 / début 2007 (à l'échelle nationale, régionale et en interne) ont représenté 19 sessions, soit 39 jours de formation et 267 participants.

1.2.3.2 Les formations organisées à l'échelle nationale

A l'échelle nationale, le principe d'un cycle de formation composé de 4 thèmes, avec pour objectif de renforcer les compétences méthodologiques des participants en matière d'étude et de gestion du cycle de projet et avec plusieurs modules complémentaires par thèmes, s'est poursuivi en 2006.

En 2006, 7 sessions de formation ont été réalisées à l'échelle nationale, avec 7 modules différents et 14 jours de formation. 111 participants ont suivi les formations dont 86 personnes différentes, issus de 48 structures différentes (y compris 4 structures menant des actions de coopération décentralisée), dont 22 membres du F3E¹ et 26 non membre du F3E² (contre 145 participants aux formations nationales en 2005, issues de 54 structures différentes, dont 25 membres du F3E et 29 non membre du F3E).

Entre janvier et mars 2007, 2 sessions de formation ont été organisées, avec 2 modules différents et 6 jours de formation. 25 personnes y ont participé, issues de 14 structures différentes (y compris 1 structure menant des actions de coopération décentralisée), dont 10 membres du F3E³ et 4 non membres du F3E⁴.

Comme en 2005, la diffusion de l'information sur le programme de formations nationales s'est poursuivie en partenariat avec Coordination Sud.

THEME 1 : La gestion d'un projet de développement

- *Module 1.1* : « Préparer un projet de développement » (2 jours, 1 session réalisée, 15 participants, animation IRAM). Ce module avait pour objectifs de permettre aux participants d'appréhender les étapes préparatoires à la conception et la programmation d'un projet de développement (« le projet se joue avant le projet »), en les replaçant dans la logique de gestion du cycle de projet ; d'aborder les méthodes et outils de préparation d'un projet.
- *Module 1.2* : « Planifier un projet par objectifs » (2 jours, 1 session réalisée, 17 participants, animation IRAM). Ce module a permis aux participants de maîtriser les démarches, méthodes et outils de planification participative d'un projet de développement et réfléchir aux intérêts et aux limites de l'approche de gestion du cycle de projet.
- *Module 1.3* : « Suivre un projet de développement, démarches, dispositifs, indicateurs » (2 jours, 1 session réalisée, 16 participants, animation IRAM). Ce module a permis aux

¹ Artisans du Monde, AVSF, CCFD, CCL, Conseil Général 76, Comité de Junelage Angoulême, Comité PECO, Croix Rouge, Essor, GERES, GRDR, GREF, Handicap International, Initiative Développement, Internews Europe, Partage, Secours Catholique, Secours Populaire, Solidarité Laïque, Syfia International, Ville de Renne et, Ville de Romans.

² ACAT, ACOOPI, ATOL, AUF, BICE, CARE France, DEFI, Educasol, EMDH, Enfants du Monde, Enfants et Développement, FERT, Groupe Développement, Hydraulique Sans Frontières, IDD, IFEAP, IRCOM, Kéné Dougou, Lux Développement, MADERA, Santé Sud, Scouts de France, Sidaction, Solidarité Sida, Tech De et, VOLENS asbl.

³ Handicap International, Secours Catholique, Syfia International, Touiza Solidarité, GREF, Pays de Savoie Solidaires, Inter Aide, AFDI, Secours Populaire et Initiative Développement.

⁴ DEFI, Solidarité Sida, Groupe Développement et Scouts et Guides de France.

participants de réfléchir aux conditions de mise en place d'un dispositif de suivi adapté à leur projet, à leur organisation et à leur partenariat et de maîtriser les méthodes et outils de suivi d'un projet de développement.

- *Module 1.4 :* « Finaliser un cadre logique pour une demande de cofinancement à la Commission Européenne (EuropeAid, ligne budgétaire 21-02-03, ex B7-6000) », (1 jour, 2 sessions réalisées les 30 et 31 janvier 2006, 31 participants, animation South Research). Ce module a permis d'améliorer la conception des cadres logiques présentés par les participants dans le cadre de leur réponse à l'appel à propositions ; d'appuyer les participants dans la finalisation de leur cadre logique, en tenant compte des orientations relatives au cadre logique pour cet appel à propositions

THEME 2 : L'évaluation externe et ex-post d'un projet de développement

- *Module 2.1 :* « Enjeux et préparation d'une évaluation externe » (2 jours, 1 session, 15 participants, animation GRET). Cette formation vise l'acquisition de bases essentielles sur l'évaluation en général, sur son usage au sein des OSI, des collectivités locales et des structures de coopération décentralisée, et sur la préparation d'une évaluation externe en particulier. Ce module a permis aux participants de maîtriser les démarches pour concevoir une évaluation externe en adéquation avec des attentes spécifiques et explicites, pour associer les différents partenaires d'une action à la préparation de son évaluation externe et donc à la rédaction des termes de références, pour rédiger des termes de références de qualité et pour animer un processus partagé de préparation des termes de références que leur organisation pourrait commanditer.
- *Module 2.2 :* « Suivre et valoriser une évaluation externe » (1 jour, 1 session, 15 participants, animation CIEDEL). Ce module a permis aux participants d'acquérir les éléments nécessaires à l'appropriation et l'exploitation des résultats d'une évaluation externe pour améliorer l'action. Plus précisément il s'agit de définir les conditions d'appropriation des résultats d'une évaluation externe par les différents acteurs concernés (décideurs, opérateurs, partenaires, bénéficiaires) et d'exploiter les résultats d'une évaluation externe dans les pratiques. A l'issue du module, les participants peuvent identifier les enjeux de l'appropriation et de la valorisation d'une évaluation externe, créer et réunir les conditions pour une meilleure appropriation d'une évaluation externe, définir et choisir leurs modalités de restitution d'une évaluation externe et enfin organiser le suivi et la mise en œuvre des ajustements nécessaires suite à l'évaluation externe.
- *Module 2.3 :* « Apprécier l'impact » (3jours, 1 session, 11 participants, animation IRAM COTA). Ce module a permis aux participants de définir la notion d'impact (résultats, effets, impact), d'appréhender les spécificités méthodologiques de l'évaluation de l'impact et d'aborder des méthodes et outils d'évaluation de l'impact.

THEME 3 : Le renforcement des capacités d'un partenaire

- *Module 3.1 :* « Introduction au diagnostic organisationnel avec un partenaire » (3 jours, 1 session, 16 participants, animation South Research et INTRAC). Ce module a permis aux participants d'aborder différents modèles de compréhension des organisations, de se doter d'une compréhension pratique et critique des méthodes et des outils de diagnostic organisationnel et d'appréhender l'application du diagnostic organisationnel, à travers l'abord de modèles, de pratiques et de stratégies adaptés, dans les contextes du partenariat et du renforcement des capacités avec un partenaire du Sud ou de l'Est.
- *Module 3.2 :* « Le suivi-évaluation d'un processus de renforcement des capacités avec un partenaire » (3 jours, 1 session, 14 participants, animation South Research et INTRAC). Ce module a permis aux participants de faire le lien entre le diagnostic organisationnel, l'élaboration du programme de renforcement des capacités d'un partenaire et le suivi-évaluation d'un processus de renforcement des capacités avec un partenaire, d'appréhender les spécificités du suivi-évaluation dans le cadre d'un processus, le renforcement des capacités d'un partenaire et d'aborder les méthodes et outils de suivi-évaluation d'un processus de renforcement des capacités avec un partenaire.

THEME 4 : La capitalisation d'expériences (en partenariat avec le Groupe initiatives)

- *Module 4.1.* : « Introduction à la capitalisation d'expériences » (2 jours, 2 sessions réalisées les 16 et 17 janvier 2007 et les 20-21 juin 2006, 34 participants, animation CIEDEL). Ce module avait pour objectif d'identifier quelle peut être une démarche de capitalisation à partir de son positionnement professionnel et de son champ d'activité. Plus spécifiquement, ce module devait permettre aux participants de distinguer la capitalisation d'autres démarches de traitement du savoir et de l'information : recherche-action, évaluation, suivi... ; de distinguer les finalités de la capitalisation (promotion interne individuelle, collective ou institutionnelle, élément de la démarche qualité, contribution au savoir commun diffusé à l'externe) ; d'identifier les différentes pratiques de la capitalisation (individuelles, en équipes, institutionnelles) ; de découvrir les bases méthodologiques de la capitalisation ; d'expérimenter la mise en œuvre d'une démarche de capitalisation.

1.1.3.3. Les formations organisées en régions

En 2006, l'organisation de formations en régions, initiée en 2003, développée en 2004 et 2005, s'est poursuivie en partenariat avec CERAPCOOP, réseau régional d'appui aux acteurs de la solidarité internationale en Auvergne (1 formation sur l'évaluation d'un projet de solidarité internationale s'était déroulée avec CERAPCOOP en 2005). Il s'agissait en 2006 pour le F3E de poursuivre la diffusion de la culture de l'évaluation et les démarches, méthodologies et outils d'étude et de gestion de projet auprès du public auvergnat des Acteurs Non Gouvernementaux (ANG) de la solidarité internationale.

Ces formations ont été réalisées par Etienne Beaudoux, consultant formateur, elles ont représenté 2 sessions avec 2 modules différents, 2 jours de formation et 24 participants.

- La planification d'un projet de solidarité internationale, Clermont Ferrand le 29 Mars 2006. Les aspects suivants ont été abordés : identification d'un projet, approche de la planification de projet par objectifs, analyse des acteurs d'un projet de solidarité internationale, élaboration d'un « arbre à problèmes » et d'un « arbre à objectifs », définition des résultats attendus et des activités, élaboration du cadre logique du projet, construction d'un calendrier. Une alternance de travaux en petits groupes et de discussions collectives a favorisé les échanges et l'appropriation des outils, en complément des apports théoriques et méthodologiques du formateur (14 participants).
- Suivi et évaluation d'un projet de solidarité internationale, 27 septembre 2006 à Clermont Ferrand. Ce module s'adressait en priorité aux personnes ayant suivi la formation du mercredi 29 mars 2006 sur le thème « Planifier un projet de solidarité internationale ». Il a permis aux participants d'appréhender les méthodes et outils de suivi-évaluation d'un projet de solidarité internationale, en abordant les enjeux et fonctions du suivi (pilotage de l'action...), la construction d'un dispositif de suivi-évaluation (indicateurs, acteurs du suivi, outils de suivi -enquêtes, missions de terrain...) et le lien entre suivi et évaluation finale. Une alternance de travaux en petits groupes, de discussions collectives et d'apports du formateur a favorisé les échanges et l'appropriation des contenus, en complément des apports théoriques et méthodologiques du formateur (10 participants).

Chaque session a fait l'objet d'un document de synthèse, réalisé par le formateur et adressé aux participants.

Le 28 mars 2007 à Vichy, le module sur « La planification d'un projet de solidarité internationale » a été repris autour d'une nouvelle session, avec 8 participants.

1.1.3.4. Les formations organisées en interne avec des membres du F3E

Avec l'Union Nationale des Maisons Familiales Rurales d'Education et d'Orientation (UNMFREO)

Le programme de formation aux méthodologies de programmation, de suivi et d'évaluation de projets de coopération-développement, réalisé par le F3E avec l'intervention d'un consultant externe (Etienne

BEAUDOUX) en accompagnement méthodologique de la mise en œuvre du dossier multi-pays de l'Union Nationale des Maisons Familiales Rurales d'Education et d'Orientation (UNMFREO) et en préparation de l'évaluation finale externe de celui-ci, initié en 2004, s'est poursuivi en 2006.

En 2006 dans ce cadre, une session de formation sur le thème « Renforcement des partenariats de coopération internationale des Maisons Familiales Rurales » a été réalisée les 21 et 22 septembre. Cette session a regroupé 20 participants des Maisons Familiales Rurales.

Un nouveau type de formations « en interne » initié en 2006

Certaines ONG membres du F3E (CCFD, Partage, Inter Aide / réseau Pratiques, Secours Catholique) ont exprimé des besoins de formation spécifiques, de par leur taille (nombre important de personnes à former) et / ou de par leur intérêt particulier pour certaines thématiques, en lien avec leurs modalités d'intervention.

C'est en réponse à ces demandes que le F3E a proposé à ces structures (CCFD, Partage, Inter Aide / réseau Pratiques, Secours Catholique), « en interne », la réalisation des deux modules « Introduction au diagnostic organisationnel avec un partenaire » et « Suivre et évaluer un processus de renforcement des capacités avec un partenaire », proposés par ailleurs par le F3E dans le cadre des formations qu'il organise à l'échelle nationale (cf ci-dessus pour la présentation de ces modules).

Les objectifs de ces formations « en interne » étaient les suivants :

- Favoriser le renforcement institutionnel des structures participantes à travers la formation d'un nombre significatif de personnes de chaque structure sur ces thématiques⁵ ;
- Permettre aux structures participantes d'accéder à une expertise externe en formation à un coût accessible ;
- Promouvoir des échanges d'expériences approfondis entre les structures participantes.

Basées sur des modules existants adaptés à la nature de ces groupes, ces formations étaient les suivantes :

- « Introduction au diagnostic organisationnel avec un partenaire », les 5-6-7 décembre 2006, 3 jours de formation, animation South Research.
- « Suivre et évaluer un processus de renforcement des capacités avec un partenaire », les 7-8-9 février 2007, 3 jours de formation, animation South Research et INTRAC.

Ces formations ont concerné 17 participants, 8 personnes du CCFD, 7 personnes du Secours Catholique, 2 personnes du réseau Pratiques (1 personne d'ESSOR et 1 personne d'Initiative Développement).

1.1.3.5. Les formations organisées en partenariat avec EDUCASOL

Dans le cadre du partenariat entre le F3E et EDUSASOL pour le développement de références méthodologiques et le renforcement des capacités des acteurs en matière d'évaluation d'actions d'EAD-SI, une formation sur le thème « Renforcer ses compétences méthodologiques en évaluation d'actions d'éducation au développement et à la solidarité internationale (EAD-SI) » a été réalisée à Paris les 24 et 25 mars 2007. Cette formation, comme les autres volets de la démarche F3E-EDUCASOL, était animée par le CIEDEL.

Cette formation devait permettre aux participants de :

⁵ Démultiplication attendue des effets de ces formations en interne à chaque structure et avec ses partenaires au Sud /à l'Est.

- S'approprier le sens et les enjeux de l'évaluation en ead-si.
- Renforcer leurs compétences méthodologiques en matière d'évaluation d'actions d'ead-si.
- Mutualiser des outils méthodologiques utiles à la mise en oeuvre d'une démarche d'auto-évaluation de leurs actions.
- Prendre part à une dynamique collective de réflexion sur les processus d'apprentissage nécessaire à la mise en oeuvre d'une culture de l'évaluation entre acteurs de l'ead-si.

Cette formation de 2 jours, avec 1 module et 1 session, a regroupé 14 participants.

1.1.4. Outils méthodologiques

- Le guide méthodologique régional, intitulé « Concevoir, suivre et évaluer des actions de solidarité internationale - Guide pratique de sensibilisation à la gestion d'un projet de solidarité internationale à destination des acteurs en région Nord Pas de Calais », réalisé en partenariat avec la Région Nord Pas-de-Calais et Lianes Coopération, a été finalisé en 2006.
- Deux documents de synthèse de modules de formation ont été réalisés et diffusés en 2006 aux participants des sessions de formation sur ces thèmes et sur le site web du F3E, sur les thèmes « Introduction au diagnostic organisationnel avec un partenaire » (South Research et INTRAC) et « Introduction à la capitalisation d'expériences » (CIEDEL).

1.2. Avancement des orientations stratégiques 2006 / 2010

Pour rappel, un exercice de planification stratégique 2006-2010 a été initié par le Conseil d'Administration suite à l'Assemblée Générale 2004. Ce travail a abouti à la validation en AG extraordinaire du 08 Décembre 2005 des résultats suivants : la définition d'éléments pour une programmation stratégique à moyen terme, la diversification des outils et des services proposés par le F3E, la modification de certaines modalités organisationnelles et la réactualisation des Statuts et du Règlement Intérieur. Un nouvel ensemble d'outils de cofinancement ainsi que des modalités d'accès renouvelées sont mises en oeuvre depuis janvier 2006 et font l'objet d'un suivi/évaluation régulier.

Ces perspectives sont reprises dans le document de « proposition d'une programmation stratégique du F3E à moyen terme (2006 / 2010) » validée en AGE de Décembre 2005. Elles concernent principalement :

- le renforcement du rôle de « tiers exigeant médiateur accompagnateur » et du bénéfice collectif promu par le F3E.
- la promotion de la qualité à partir de l'analyse des pratiques, cœur de métier du F3E.
- une amélioration et une diversification des outils et services du F3E.
- un positionnement redéfini en Europe et dans les pays du Sud et de l'Est.
- des moyens, des procédures et une dimension institutionnelle améliorés.

La mission du F3E a été renouvelée : renforcer les compétences de ses membres en matière de solidarité internationale en leur proposant des outils et services favorisant la qualité des actions. Trois objectifs spécifiques ont été définis pour y parvenir :

- Renforcer le F3E comme carrefour d'échange et de débat autour de l'évaluation et la 'démarche qualité'.
- Affiner et différencier les outils et services du F3E au bénéfice des membres.

- Adapter le F3E à l'évolution de sa stratégie.

Un certain nombre d'évolutions sont d'ores et déjà mises en œuvre depuis janvier 2006 (voir le bilan détaillé présenté à l'AG du 31 Mai 2007) :

- diversification des outils : 4 nouveaux outils ont été définis et mis en œuvre (dispositifs de suivi/évaluation, auto évaluations accompagnées, appui post-évaluation externe, études d'effets et impact), l'outil « études préalables » a également été remis en service en janvier 2006 selon de nouvelles modalités.
- évolution des procédures : modalités d'instruction (échéances rapprochées, instruction différenciée selon les outils), modalités de cofinancement (fourchette et dégressivité des % selon la fréquence d'utilisation des outils), modalités de contractualisation (convention tripartite Membre / F3E / Experts), critères d'adhésion affinés.
- renforcement et organisation du secrétariat technique : création en janvier 2006 d'un poste de chargée de gestion et administration, ouverture en septembre 2006 d'un poste de chargé d'études et de capitalisation.

1.3. Conclusions

Le nombre de demandes de cofinancement, après avoir baissé en 2004 (9) par rapport à 2003 (14), a atteint un niveau très important en 2005 (17) qui s'est confirmé en 2006 (18), tendance jamais constatée dans le passé du F3E. C'est une suite logique de l'accroissement régulier des adhésions et du nombre de membres du F3E. L'année 2007 confirme ce passage avec déjà 14 demandes quasi acceptées au 1^{er} semestre 2007 et une projection annuelle de 18 ou 19 (dans la limite du fonds de cofinancement annuel du F3E).

On constate également que les adhérents ne sont plus seulement intéressés par le Fonds de cofinancement et recherchent d'autres formes d'appui au niveau du F3E. Ce besoin est exprimé surtout par des collectivités locales importantes (régions, conseils généraux) qui disposent de moyens financiers pour leurs études mais attendent davantage un appui méthodologique pour les concevoir, les mettre en œuvre et les utiliser. Le nombre d'accompagnement hors cofinancement reste aussi important et régulier, notamment concernant les évaluations des outils de la nouvelle contractualisation.

Les services complémentaires au cofinancement se sont également fortement renforcés en 2005 et 2006 et permettent ainsi une fidélisation des membres : appuis à l'élaboration de termes de référence et accompagnement soutenu aux étapes clé du processus d'étude (rôle de tiers exigeant et d'interface entre le membre et l'expertise externe), développement conséquent du programme de formation autour de modules diversifiés et complémentaires, mise en œuvre régulière de journées de restitution, d'échange et de valorisation des résultats, des capitalisations-valorisations de pratique permettant notamment de diffuser plus largement les résultats des études soutenues. Les statistiques relatives à la fréquentation du site web confirment l'intérêt pour les guides de formation et les travaux de capitalisation d'études. Le recours à l'expertise externe se diversifie et la mise en concurrence est renforcée.

L'élaboration d'orientations stratégiques du F3E à moyen terme (2006 / 2010) engagée dès l'AG de juin 2004 est également un élément très marquant de cette année et structurant pour les activités et évolutions à venir dans la vie du F3E. Les principales perspectives pour 2007 et 2008 concernent :

- le suivi-évaluation et la capitalisation méthodologique des nouveaux outils lancés en janvier 2006, ainsi que la mise en place d'un dispositif de suivi de l'impact des outils et services du F3E sur ses membres,
- l'aboutissement de la réflexion autour des outils en suspens : études transversales, capitalisation collective, capitalisation individuelle, appui à la programmation participative,
- le renforcement de la capitalisation collective des pratiques (approche thématique, sectorielle, méthodologique) en partenariats avec d'autres collectifs (Coordination Sud, Cités Unies France, Educasol, Cerise, PsEau, Groupe Initiative ...),
- la définition et programmation des stratégies du F3E au sud et en Europe,
- la diversification des financements (AFD, Union Européenne, OIF, Régions, Fondations).

2. Deuxième partie : le fonctionnement et l'organisation du F3E

2.1. Les membres

2.1.1. Nombre d'adhérents au 30/04/2007

Au 30/04/2007, le F3E compte 73 membres⁶ ayant réglé leur cotisation 2006.

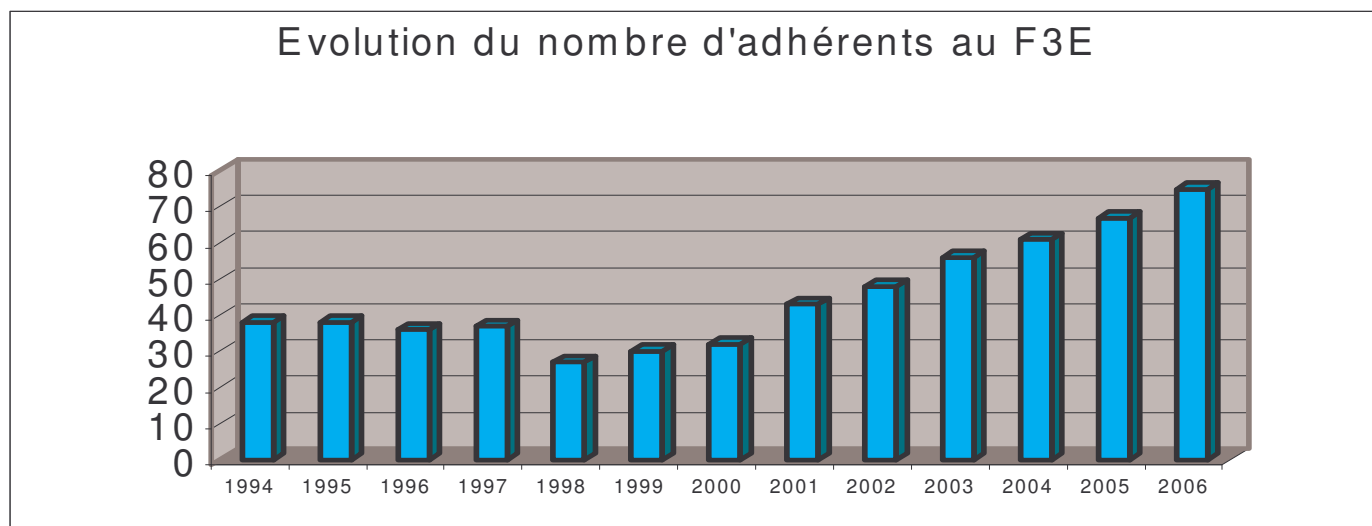
2.1.2. Evolution des adhésions

Par rapport à l'année précédente, quatre membres ont souhaité interrompre leur adhésion au F3E : Guilde Européenne du Raid, OICD, Association Aveyron Coopération Internationale (ACOOPI), Ville de Bouguenais.

Par ailleurs, 10 nouvelles structures ont adhéré au titre de l'année 2006, dont 4 acteurs de la coopération décentralisée (1 conseil général, 1 communauté urbaine, 1 association de coopération décentralisée, 1 comité de jumelage), diversifiant ainsi encore davantage les types d'acteurs de la coopération non gouvernementale au sein du F3E. On compte ainsi :

- des associations d'éducation au développement / lobbying / concertation des OSI françaises
- des plates-formes géographiques
- des acteurs de la coopération décentralisée
- des associations très diverses travaillant dans le champ de la santé, de l'éducation, de l'environnement, du soutien à l'artisanat, du développement urbain ou rural, du commerce équitable, etc.

Evolution et mouvements parmi les membres de 1994 à 2006 :



⁶ Voir liste des membres au 30/04/2007 en annexe 1.

2.1.3. L'utilisation du F3E par ses adhérents⁷

L'attribution des cofinancements aux membres au cours des quatre dernières années (2003 / 2006) se résume ainsi :

- les cofinancements (59 études) se sont répartis entre 41 membres différents, hors études transversales et conventions programmes.
- Le cofinancement moyen d'une étude est de 19 694 Euros.

Les dix principaux utilisateurs parmi les membres actuels sont, pour les études menées entre 2003 et 2006 :

	% cofinct total	Cofinct total (Euros) de 2003 à 2006	Nbre d'études de 2003 à 2006	Cofinct moyen (Euros)
HANDICAP INTERNAT.	7,05%	81 941	4	20 485
CIDR	5,21%	60 521	2	30 261
GERES	5,08	59 082	2	29 541
INTER AIDE	5,07%	58 854	4	14 714
CCFD	3,91%	45 476	2	22 738
CFSI	3,67%	42 631	3	14 210
FRERES DES HOMMES	3,57%	41 529	3	13 843
TOUIZA SOLIDARITE	3,34%	38 840	2	19 420
ELECTRICIENS SF	3,19%	37 051	2	18 526
MAX HAVELAAR	3,15%	36 597	1	36 597

- Les dix principaux membres utilisateurs totalisent 25 études sur les 59 études cofinancées les quatre dernières années. Parmi eux, quatre ont une utilisation régulière du fonds (3 à 4 études sur la période) soit un peu moins de 20% du volume de cofinancements octroyés.
- Quatre organisations ont atteint le taux de 5% de consommation des subventions sur les quatre dernières années. La règle, décidée lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire 2005, d'établir un seuil de cofinancement des études pour les membres dans cette situation, a donc été appliquée en 2006.
- Parmi les 73 membres actuels, 36 organisations soit la moitié n'ont pas bénéficié de cofinancement direct sur les quatre dernières années. Parmi elles, 5 ont bénéficié d'un accompagnement pour une évaluation hors cofinancement, 8 autres ont déposé une demande au 1^{er} semestre 2007. Seuls 23 membres actuels (moins d'1/3) n'ont donc sollicité aucun soutien du F3E sur les 4 dernières années et n'ont pas encore envisagé de le faire en 2007.

⁷ Voir tableau récapitulatif des études cofinancées depuis 2003 pour chacun des membres adhérents au 30/04/07, en annexe 2.

2.2. Les instances

2.2.1. Le Conseil d'Administration

Sur les cinq réunions de 2006⁸ et les sollicitations à distance, les décisions du Conseil d'Administration en relation avec les dossiers de cofinancement ont été les suivantes :

	Total sur la période	Dont études préalables
Nombre total de dossiers étudiés	25	7
Dossiers validés pour présentation en CE	19	2
Présentation en CE après deux passages en CA	1	
Présentation en CE en 1 ^{ère} lecture avec demande d'info suppl.	18	
Présentation en CE en 1 ^{ère} lecture sans demande d'info suppl.		
Dossiers refusés	6	5
T.D.R rejetés	1	
Notes d'intention rejetées	5	5
Dossiers sans suite		

- Comparé à l'année 2005, le nombre de dossiers étudiés est en hausse.
- Les termes de référence refusés concernent une auto-évaluation accompagnée portée par le GRET, le CA n'ayant pas souhaiter recourir à une expertise interne au GRET plutôt qu'externe pour l'accompagnement.
- Les 5 notes d'intention d'études préalables refusées à l'issue de l'appel annuel à projet d'études concerne 3 ONG membres : le CIDR (3), OICD (1), VSF-CICDA (1).

2.2.2. Le Comité d'Examen

Sur les quatre réunions de 2006⁹, l'activité du Comité d'Examen a été la suivante :

	Total sur la période	Moyenne par réunion
Nombre total de dossiers différents étudiés	19	4,75
Report de décision (avant cofinancement)	2	
Cofinancement sans réserve		
Cofinancement sous réserve	17	
Refus de cofinancement		

- Au cours de ces quatre réunions, le Comité d'Examen a examiné 19 dossiers, un niveau équivalent à 2005 et élevé par rapport aux années précédentes.
- Le nombre d'avis sous réserve constitue la norme (100%). Aucun dossier n'a été accepté sans réserve. Ces réserves, qui visent à enrichir les termes de référence, ne retardent en général pas la

⁸ Voir détail des décisions prises par le Conseil d'Administration lors de ces réunions en annexe.

⁹ Voir détail des décisions prises par le Comité d'Examen lors de ces réunions en annexe.

mise en œuvre des études, dans la mesure où elles doivent être prises en compte directement par l'association ou l'évaluateur dans le cadre de leur réalisation.

- 2 appels d'offre se sont révélés infructueux. Une relance concernant l'un d'eux a finalement abouti. Dans le second cas, le membre a préféré retirer sa demande pour des raisons de calendrier et a pu organiser l'évaluation avec un évaluateur de son choix.

2.3. Le cofinancement d'études en 2006

2.3.1. Vue d'ensemble et détail par type d'études

De janvier à décembre 2006¹⁰

Nombre total d'études : 18 (17 en 2005)

Coût total des études : 525 230 Euros (contre 412 589 Euros en 2005)

Budget moyen des études : 29 179 Euros (24 270 Euros en 2005)

Cofinancement moyen : 22 843 Euros (19 105 Euros en 2005)

Effet multiplicateur moyen pour les membres (y compris frais de dossier) : 2,5¹¹ (2,7 en 2005).

- Répartition par type d'études

Etudes préalables

Nombre d'études préalables : 2

Coût total des études préalables : 100 689 Euros

Budget moyen : 50 344 Euros

Cofinancement moyen : 30 000 Euros

Effet multiplicateur : 1,24

Evaluations

Nombre d'évaluations : 12

Coût total des évaluations : 276 525 Euros

Budget moyen : 23 043 Euros

Cofinancement moyen : 18 854 Euros

Effet multiplicateur : 2,9

Appui post évaluation

Nombre d'appui post évaluation : 2

Coût total des appuis post évaluation : 19 484 Euros

Budget moyen : 9 742 Euros

Cofinancement moyen : 8 962 Euros

Effet multiplicateur : 4,31

Etudes d'effets et impact

Nombre d'étude d'effets et impact : 1

Coût total des études d'effets et impact : 50 297 Euros

Budget moyen : 50 297 Euros

Cofinancement moyen : 36 597 Euros

Effet multiplicateur : 2,08

¹⁰ Voir détail des études cofinancées en annexe.

¹¹ Effet multiplicateur : pour 1Euro apporté par un membre pour une étude (y compris les frais de dossier), 2,5 Euro ont été apportés par le F3E en cofinancement.

Etudes transversales

Nombre d'études transversales : 1

Coût total des études transversales : 78 235 Euros

Budget moyen : 78 235 Euros

Cofinancement moyen : 70 412 Euros

Effet multiplicateur : 4,5

2.3.2. Détail par adhérent

Les membres suivants ont bénéficié d'un cofinancement en 2006 :

Membre	nombre d'études	Cofinancements obtenus en Euros	Coef. Multiplicateur
TOUIZA SOLIDARITE	1	18 520	2,49
SYFIA INTERNATIONAL	1	18 779	4,37
VILLE DE CHAMBERY	1	9 767	4,54
COMITE PECO	1	10 037	4,62
HANDICAP INTERNATIONAL	1	17 502	1,6
MAX HAVELAAR France	1	36 597	2,08
IRCOD	1	30 000	2,54
VILLE DE RENNES	1	24 370	3,81
GERES	1	30 000	1,14
CIDR	1	30 000	1,35
CDANE	1	14 422	2,83
FRERES DES HOMMES	1	8 158	4,06
SOLIDARITE LAIQUE	1	21 152	4,08
REF	1	22 322	2,32
EDUCASOL (CRID)	1	16 000	2,67
COMITE JUMELAGES ANGOULEME	1	19 539	4,27
ELECTRICIENS SF	1	13 604	2,93

Les 17 cofinancements (hors étude transversale) accordés cette année sont répartis entre 17 membres différents. Les cofinancements apportés s'étagent entre 8 158 et 36 597 Euros.

2.3.3. Détail par subvention¹²

En 2006, la subvention du MAE a été perçue en septembre. Les membres dont les études avaient été acceptées par les Comité d'Examen d'avril et juillet 2005 les ont, pour la plupart d'entre eux, engagées sur leurs fonds propres.

Utilisation des fonds MAE 2006 :

Etudes	Budget total moyen	Ressources Apports moyens			Nbre moyen d'offres reçues	Nbre moyen d'experts par équipe	Situation au 30/04/07
		MAE	F3E fonds péréquat.	Membre			
18 études Toutes engagées au cours de cette période	29 179	20 997	1 846	6 336	4	2 experts par équipe pour les évaluations (binôme franco-expert national)	5 études sont en cours de mise en œuvre, 4 études sont en finalisation, 7 sont terminées, 2 vont démarrer.
Total	525 230	377 946	33 235	114 049			

2.4 Le Secrétariat Technique

Le Secrétariat Technique Permanent du F3E a connu des modifications notables. Face à la surcharge de travail liée à une augmentation du nombre de membres, de sollicitations et d'activités, de même que pour l'élaboration des orientation stratégiques 2006 / 2010, il a fait appel à des ressources humaines complémentaires.

L'équipe s'est organisée en 2006 de la façon suivante :

- Le Directeur a en charge les relations institutionnelles, la supervision de l'équipe, les relations avec le Bureau et le Comité d'Examen, l'animation de l'association, l'ouverture et la promotion du F3E.
- Une chargée d'études et de valorisation a en charge l'instruction et le suivi des demandes de cofinancement des études, évaluations et études transversales présentées par les membres, ainsi que la diffusion d'informations et la capitalisation-valorisation du fonds d'études.
- Un chargé d'études et de formation a en charge l'instruction et le suivi des demandes de cofinancement des études, évaluations et études transversales présentées par les membres, ainsi que la préparation et la mise en œuvre du programme de formation.
- Une chargée d'appui a été recrutée en CDD à temps partiel à partir d'avril 2005 et jusqu'en février 2006 pour renforcer l'équipe face au nombre important de demandes de cofinancement d'études et à la mise en œuvre du processus de programmation stratégique.
- Un poste de chargée de gestion et d'administration a été créé en janvier 2006.
- Un poste de chargé d'études et de capitalisation a été créé en septembre 2006.

¹² Voir détail des études, par subvention, en annexe 5.

Troisième partie : quelques perspectives d'évolution

3.1. Programmes de travail 2007 et 2008

3.1.1. Objectifs

L'année 2007 sera consacrée d'une part au renforcement d'un dispositif interne au F3E de Suivi/Evaluation/Capitalisation des outils et services proposés aux membres, d'autre part à la poursuite de la réflexion sur d'autres outils à promouvoir. Par ailleurs certaines orientations stratégiques définies en 2005 (activités du F3E au Sud et à l'Est, ouverture européenne) seront précisées en 2007 pour une mise en œuvre renforcée dès 2008.

Le secrétariat technique renforcé en 2006 sera réorganisé autour de programmes d'activités. Les actions de formation, de valorisation/diffusion/communication et de capitalisation continueront à être développées. Les partenariats stratégiques du F3E seront mieux formalisés mais aussi davantage diversifiés. Les outils de communication redéfinis en 2006 seront finalisés au 1^{er} semestre 2007.

Sur ces bases, priorité sera donnée dès 2007 à la recherche de financements complémentaires.

3.1.2. Activités

En dehors des activités « classiques » d'instruction et de suivi des dossiers de demande d'études des membres :

- Affinement et programmation des orientations stratégique à moyen terme (2006 / 2010).
- Elaboration d'un dispositif de suivi/évaluation/capitalisation méthodologique des nouveaux outils et de leurs effets sur les capacités et sur la qualité des pratiques des membres du F3E.
- Réflexion sur les études transversales, les capitalisations collectives et de nouveaux outils (capitalisation individuelle, appui à la programmation participative).
- Poursuite des cycles de formation aux niveaux national et régionaux.
- Production régulière d'outils et guides méthodologiques.
- Développement de la communication du F3E, à partir du site rénovés et de supports diversifiés.
- Mise en œuvre des capitalisations collectives en cours (capitalisation transversale des PCPA, capitalisation autour des dispositifs de coopération décentralisée, capitalisation des partenariats AFD/ONG).
- Capitalisation – valorisation des études existantes : multiplication des échanges entre membres et avec des partenaires sur la base des résultats des études soutenues (restitutions croisées et/ou élargies, journées thématiques...), mise en œuvre d'une nouvelle capitalisation annuelle.
- Mise à jour du fichier des experts, renforcé et accessible sur internet.
- Renforcement d'une fonction de « veille » sur l'évaluation notamment via le site web rénové et promotion du dispositif F3E en Europe et au Sud / à l'Est.
- Participation au processus d'évaluation externe du F3E à l'initiative du MAE.

3.1.3. Moyens mis en œuvre

- Ajustements dans l'organigramme du Secrétariat Technique pour l'instruction d'un nombre plus important de demandes d'adhésions et d'études, le renforcement des actions de valorisation, de

capitalisation, de formation et de communication, suite à la création d'un poste de chargée de gestion et de communication (janvier 2006) et d'un poste de chargé d'études et de capitalisation (septembre 2006).

- Recours à des compétences extérieures pour les études, capitalisations, guides.
- Externalisation de la conception des contenus et de l'animation des formations proposées.
- Mise en œuvre du dispositif interne de Suivi/Evaluation/Capitalisation des activités du F3E avec les membres et les experts concernés.

3.1.4. Calendrier

Deuxième semestre 2007 :

- Finalisation de la programmation stratégique à moyen terme (mise en place d'un dispositif de suivi/évaluation/capitalisation, élaboration d'outils nouveaux/rénovés, définition d'activités au Sud/à l'Est et en Europe).
- Recherche de nouveaux partenariats financiers.
- Instruction et suivi des dossiers, activités d'appui technique.
- Mise en œuvre des capitalisations sur la coopération décentralisée et sur les partenariats AFD/ONG.
- Poursuite des cycles de formation aux niveaux national et régionaux.
- Actualisation de la base de données d'experts accessible sur le site web.

Année 2008 :

- Mise en œuvre des orientations stratégiques (outils et services améliorés et diversifiés, activités du F3E au Sud/à l'Est et en Europe).
- Instruction et suivi des dossiers, activités d'appui technique.
- Réunions d'échanges (à définir).
- Accompagnement d'évaluations hors cofinancement F3E (à définir).
- Poursuite du programme de formation.
- Edition et diffusion de nouveaux guides méthodologiques.
- Finalisation et valorisation de la capitalisation sur la coopération décentralisée.
- Préparation d'une nouvelle capitalisation collective à l'initiative du F3E (à définir).

3.2. Quelques éléments de perspective

Le document « Proposition d'une programmation stratégique du F3E à moyen terme (2006 / 2010) » validé à l'Assemblée Générale Extraordinaire du 08 décembre 2005 a défini les principales perspectives suivantes :

- le renforcement du rôle de « tiers exigeant médiateur accompagnateur » et du bénéfice collectif promu par le F3E.
- la promotion de la qualité à partir de l'analyse des pratiques, cœur de métier du F3E.
- une amélioration et une diversification des outils et services du F3E.
- un positionnement redéfini en Europe et dans les pays du Sud et de l'Est.
- des moyens, des procédures et une dimension institutionnelle améliorés.